



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Département fédéral des  
affaires étrangères DFAE**

14.09.2015

---

## **Eau et sécurité**

### Lignes d'action du DFAE

---

## 1. INTRODUCTION

L'eau est une ressource vitale en vue d'un développement durable de l'humanité. Une pénurie globale d'eau menace : la demande – que ce soit pour satisfaire les besoins vitaux, ceux de l'agriculture ou de l'industrie - est en constante augmentation et l'on s'attend à une hausse globale de 30% d'ici 2030. Par ailleurs, d'ici 2025, la moitié de la population mondiale habitera dans des régions sous stress hydrique, c'est-à-dire que la demande en eau excèdera les ressources existantes. Cela aura des conséquences négatives sur les économies locales et la cohésion sociale et constituera également un facteur déterminant de migration forcée massive. Moins il y aura d'eau à disposition, et plus les conflits liés à son accès et à son utilisation augmenteront au niveau interne et entre les pays.

L'eau est d'une importance cruciale dans l'environnement de sécurité actuel. Cette ressource est devenue un élément clé, non seulement pour le développement et la lutte contre la pauvreté, mais également pour la paix et la stabilité politique. L'eau est en effet une ressource renouvelable mais limitée. Elle est recyclable mais ne peut être remplacée. Sous l'effet de la croissance démographique, du développement économique et urbain, de la pollution et du changement climatique, cette ressource limitée et très inégalement répartie géographiquement, est soumise à des pressions de plus en plus importantes.

Une partie de la population mondiale vit encore sans accès à un minimum d'eau de qualité ou d'assainissement de base, faute d'investissements suffisants : selon les estimations de la Banque mondiale, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau propre, 40 pour cent de la population mondiale manque d'eau, et trois milliards de personnes vivent sans installations sanitaires. Par ailleurs, quelque 80 pour cent des maladies infectieuses sont transmises par l'eau, faisant des millions de morts chaque année parmi les enfants.

Jusqu'à présent, les actions relatives à la gestion de l'eau ont surtout visé à accroître l'offre. Mais les gaspillages doivent également être réduits. Selon les Nations Unies, la moitié de l'eau potable traitée dans le monde se perdrait dans des fuites provenant des systèmes d'alimentation. Et les systèmes d'irrigation gaspilleraient en moyenne 40% de l'eau qu'ils consomment. Quand elle n'est pas gaspillée, l'eau est polluée. Accroître drastiquement l'efficacité de l'usage de l'eau est une nécessité pour réduire les risques de crises majeures.

Aujourd'hui, les enjeux autour de l'accès à l'eau sont à l'origine ou contribuent à l'aggravation de vives tensions et mêmes de conflits dans plusieurs régions du monde.

De plus, l'accès à l'eau est aussi utilisé comme une arme de guerre: le contrôle des ressources en eau constitue dans certaines régions du monde un enjeu stratégique, voire même un but militaire dans certains cas. Les destructions d'infrastructures (barrages, stations de pompage, de traitement des eaux usées, etc) ne sont pas rares dans les contextes de conflit armé. Dans certaines régions touchées par des conflits, comme au Moyen-Orient, cela a pour conséquence que l'eau devient plus « rare », difficile d'accès et chère, augmentant la souffrance et la vulnérabilité des populations touchées, comme le relève un rapport du CICR<sup>1</sup>.

À l'avenir, davantage que le pétrole, la ressource géopolitique principale dans le monde sera l'eau. Sans changement drastique dans la manière de gérer celle-ci, la problématique de

---

<sup>1</sup> International Committee of the Red Cross, "How war in the Middle East is bringing the region to the brink of a water catastrophe », March 2015

l'eau va miner des économies, augmenter l'instabilité interne et entre les pays et exacerber les tensions, notamment dans les bassins transfrontaliers, entre les intérêts des pays en amont et de ceux en aval.

Toutefois, il est important de nuancer: bien que la gestion de l'eau pose des défis aussi bien en termes de politique de sécurité qu'en matière de développement, elle est surtout une formidable chance de promouvoir la coopération et construire la confiance. Beaucoup de conflits potentiels peuvent être évités grâce à des accords de gestion durable de l'eau.

C'est sur cette vision positive que s'articule l'engagement de longue date de la Suisse dans le domaine de l'eau. Sur la base de ces lignes d'action, qui se focalisent en particulier sur l'interface entre eau et sécurité, la Suisse souhaite contribuer à surmonter les défis susmentionnés en utilisant le potentiel positif de l'eau comme source de paix et de stabilité.

## **2. ANCRAGE POLITIQUE**

La définition la plus communément acceptée aujourd'hui du concept de sécurité de l'eau est celle proposée par UN-Water, 2013 : *La sécurité de l'eau est définie comme la capacité d'une population à protéger l'accès à des quantités suffisantes d'eau de qualité acceptable pour soutenir les moyens de subsistance, le bien-être et le développement socio-économique de l'homme, pour assurer la protection contre la pollution d'origine hydrique et les catastrophes liées à l'eau, et pour la préservation des écosystèmes dans un climat de paix et de stabilité politique.*

L'eau s'inscrit ainsi dans une définition large du concept de la sécurité humaine, qui englobe les domaines de la politique, du sanitaire, de l'économie, de l'alimentation, de l'environnement, des droits de l'homme ou encore de l'énergie.

Les pays doivent aujourd'hui se positionner quant aux conséquences que les risques liés à une mauvaise gestion de l'eau peuvent avoir sur leurs stratégies de développement. Ils doivent adapter leurs approches, leurs instruments et leurs façons de travailler s'ils veulent être efficaces dans leurs réponses. La Suisse offre son aide à ces pays pour mieux gérer et exploiter leurs ressources hydriques et pour atténuer les conflits ou tensions engendrés par leur partage, que ce soit dans un contexte national entre différents utilisateurs ou dans un contexte régional.

En effet, là où les ressources sont déjà peu abondantes, la sécheresse et les inondations ou encore le manque d'accès à ces ressources, lié à des conflits armés, peuvent provoquer de graves tensions. La construction de barrages et la pollution à grande échelle peuvent également engendrer la pauvreté, en privant les habitants de leurs principales sources de revenu, et ainsi provoquer des mouvements de grogne sociale. Ce potentiel de conflit est encore plus important lorsqu'il s'agit de gérer des ressources en eau transfrontalières, partagées par plusieurs pays ou régions.

S'agissant de l'accès à l'eau, nous avons affaire à un défi global, qui concerne toutes les sociétés, du Nord comme du Sud : dans son *Global Risks Report 2015*, le World Economic Forum (WEF) place les crises liées à l'eau comme premier risque global en termes d'impact,

devant la dissémination de maladies infectieuses ou les armes de destruction massive<sup>2</sup>. L'eau constitue donc un facteur de première importance pour la sécurité internationale.

La Suisse peut apporter une contribution utile en vue de minimiser les défis sécuritaires liés à l'eau et de faire de l'eau un outil de coopération et non de dissension.

Elle dispose en effet d'une importante expertise en matière de promotion du dialogue et de solutions de compromis. Grâce à sa politique étrangère indépendante, la Suisse est engagée partout dans le monde dans des initiatives de promotion de la paix, qui constitue un facteur essentiel en vue d'un développement durable : la paix et la sécurité sont au cœur de sa politique étrangère.

La Suisse peut également s'appuyer sur des compétences reconnues dans le domaine de l'eau, aussi bien sur le plan politique et académique que dans le secteur privé et la société civile. Ces acteurs suisses comprennent entre autres la coordination interdépartementale « Idane Wasser », la « communauté de pratique Aguasan » et le « Swiss Water Partnership », une plateforme indépendante qui regroupe un grand nombre d'ONG, d'entreprises, d'universités et de départements de la Confédération. Tous se mobilisent et s'engagent pour répondre aux défis de l'eau sur la scène internationale.

A cela s'ajoutent les synergies avec les nombreux acteurs de l'eau, ou en lien avec l'eau, de la Genève internationale, qui constitue ainsi un pôle international important sur la thématique, complétées par des compétences reconnues sur les questions de paix et de sécurité.

L'expertise suisse dans le domaine de l'eau est le résultat de plus de 40 ans de coopération internationale dans ce domaine. Une coopération qui articule engagement et appui concret sur le terrain combiné avec dialogue politique et qui repose sur une cohérence entre la « parole et les actes ». Cela contribue à la reconnaissance et à l'acceptation de la Suisse comme un partenaire pertinent. Cela a par exemple permis le développement d'initiatives modèles, que ce soit dans le domaine de l'accès aux services d'eau ou d'assainissement, ou dans le développement d'instruments économiques contribuant à une meilleure gestion des eaux douces. Des initiatives de coopération et vision partagée sur la gestion de l'eau ont également émergé dans plusieurs régions du Moyen Orient.

La Suisse contribue à répondre au défi de l'eau par solidarité, mais également parce que cela relève de sa responsabilité : tous les Etats ont à gagner d'une prospérité accrue favorisée par un développement mutuel, auquel une gestion adéquate des ressources en eau contribue fortement. Assurer un accès équitable et suffisant à cette ressource essentielle qu'est l'eau contribue à prévenir les conflits, et donc à promouvoir la sécurité internationale.

Cela va dans le sens des intérêts de la Suisse et de son engagement au service de la paix, tels qu'énoncés dans sa Constitution<sup>3</sup>.

Le maintien de l'indépendance et de la sécurité de la Suisse, mais aussi de sa prospérité, exige qu'elle s'engage activement sur la scène internationale. Dans le contexte actuel,

---

<sup>2</sup> World Economic Forum, *Global Risks*, 10ème édition, 2015

<sup>3</sup> Art. 54, al.2 : « La Confédération s'attache à préserver l'indépendance et la prospérité de la Suisse; elle contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles ».

l'influence d'un Etat et sa capacité à se créer une marge de manœuvre pour défendre ses intérêts ne se mesurent plus seulement à l'aune de son importance militaire, économique ou démographique, mais dépendent aussi de sa disponibilité à contribuer de manière concrète à la maîtrise des enjeux globaux, dont celui du développement et de la paix durable.

### 3. LA « SWISS TOOLBOX »

Ces lignes d'action témoignent de l'importance que la Suisse accorde à la thématique de l'eau et aux conséquences importantes qu'elle peut avoir sur la sécurité de tous les êtres humains.

La Suisse a été l'un des premiers pays à lancer un programme global sur l'eau<sup>4</sup> et travaille depuis de nombreuses années sur la thématique de la sécurité de l'eau, dont l'interface « eau et sécurité » est l'une des dimensions. La Suisse répond aux défis existants par le biais de ses différents instruments de politique étrangère :

- la coopération au développement – par le biais de son programme global initiatives de l'eau
  - sur le plan bilatéral et régional, par des projets concrets et des initiatives innovatrices visant à augmenter l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les populations défavorisées, à assurer une gestion intégrée, partagée et équitable des ressources en eau, et à assurer une plus grande efficacité dans l'utilisation de l'eau par l'agriculture et l'industrie;
  - sur le plan global, par la promotion et la mise en œuvre du droit à l'eau et à l'assainissement, par le soutien aux conventions internationales sur la gestion de l'eau et à leurs mécanismes de mise en œuvre, par des initiatives d'hydro-diplomatie (« Blue peace »), par la contribution au développement de standards internationaux et de mécanismes de financement innovateurs.
- l'aide humanitaire :
  - aide d'urgence en cas de crise ou de conflit armé pour couvrir les besoins en eau des populations affectées, notamment par le financement d'organisations humanitaires et la mise à disposition d'experts WASH.
  - prévention par la mise en place de mécanismes visant à minimiser les conséquences de catastrophes nouvelles (inondations, etc.)
- les instruments de la sécurité humaine et la promotion du droit international,
  - médiation et promotion du dialogue autour des conflits liés à l'eau, en particulier au Moyen-Orient, en étroite collaboration avec le volet « Blue peace » du programme global eau;

---

<sup>4</sup> Les programmes globaux de la DDC ont pour objectif de répondre à des défis globaux spécifiques dans les domaines du changement climatique, de la sécurité alimentaire, de la pénurie d'eau, de la migration et de l'architecture globale de la coopération internationale. Ils partent du constat qu'il est nécessaire d'adresser les défis globaux transversaux pour lutter adéquatement contre la pauvreté. C'est un instrument qui allie dialogue politique sur le plan multilatéral à des projets de mise en œuvre concrets et innovateurs.

- promotion du droit à l'eau et à l'assainissement, notamment dans le cadre du Conseil des droits de l'homme et de ses activités concrètes en matière d'économie et droits de l'homme;
- les relations diplomatiques bilatérales avec les Etats : dans les pays où les enjeux liés à l'eau et à la sécurité sont importants, la Suisse thématise de manière systématique cette problématique.

Ces différents instruments sont engagés de manière variable selon les contextes, mais sont toujours coordonnés, de manière à s'engager de manière aussi cohérente que possible et à obtenir un maximum d'impact. Une bonne collaboration et coordination avec les autres acteurs actifs sur la thématique, en Suisse ou sur le plan international, est également essentielle.

## **4. ENGAGEMENTS DE LA SUISSE**

La Suisse travaille sur les deux axes complémentaires suivants:

### **4.1. Engagement sur le plan bilatéral et régional**

Les tensions autour de l'eau peuvent déboucher sur des conflits ouverts si elles ne sont pas gérées de manière adéquate. Cela peut être le cas aussi bien au sein d'un même pays, qu'entre plusieurs pays qui partagent un même bassin.

*La Suisse s'engage pour un accès durable à une eau de qualité*

La Suisse soutient et met en œuvre toute une série de projets et d'initiatives en vue d'assurer un accès fiable, durable, en quantité et qualité suffisante à l'eau pour satisfaire les besoins fondamentaux humains, ceux des écosystèmes et ceux de l'économie. Elle le fait dans la perspective d'aider les Etats, à qui incombe la responsabilité première d'assurer l'accès à l'eau potable, à mettre en œuvre leurs obligations.

L'engagement de la Suisse se concentre en particulier sur l'accès équitable à l'eau potable et l'assainissement, ainsi qu'à l'eau pour l'agriculture familiale (qui représente 50% de la sécurité alimentaire mondiale), pour une croissance durable.

Dans ce cadre, la Suisse accorde une importance particulière à la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans les grands bassins, en favorisant la coopération entre les acteurs de l'eau et en mettant l'accent sur un développement social et une croissance économique durable et équitable, qui s'appuient sur le concept de bénéfices et nuisances partagés.

On peut donner l'exemple d'un projet soutenu par la Suisse, actuellement mis en œuvre sur la rivière transfrontalière Oronte qui traverse le Liban, la Syrie et la Turquie. L'Oronte est une des rivières les plus importantes pour la sécurité alimentaire de la région. Un état des lieux par système d'information géographique des infrastructures et des ressources en eau est en cours d'élaboration par les partenaires syriens de cette initiative. Il sera suivi de l'élaboration de recommandations pour guider la reconstruction et le rétablissement d'un cadre institutionnel pour la gestion de l'eau dans ce bassin stratégique pour la période qui suivra le conflit en Syrie.

### *Hydro-diplomatie : la Suisse promeut la coopération en matière de gestion de l'eau*

La concurrence pour l'accès à l'eau est trop souvent un facteur de tension. Cependant l'eau peut également constituer un élément de coopération dans les dynamiques régionales; il s'agit d'une coopération qui contribue à la paix sociale, à l'accès aux autres services de base (énergie, agriculture, santé) et à la jouissance du droit à l'eau, et qui contribue de manière majeure à la croissance.

Selon une étude menée par le Strategic Foresight group dans 148 pays, il existe une forte corrélation entre la coopération autour de l'eau et le faible taux de conflits entre pays : deux pays qui ont développé une collaboration active autour de l'eau entrent moins facilement en guerre, même pour d'autres raisons<sup>5</sup>.

Partant de ce constat, la Suisse a développé des initiatives qui allient expertise technique et dialogue politique visant à la résolution de tensions et conflits liés à l'eau. L'hydro-diplomatie – ou initiative « Blue Peace » - traite en particulier de la dimension eau et sécurité dans des régions clés où la Suisse a pu se positionner comme un acteur crédible. C'est le cas au Moyen-Orient ou en Asie Centrale.

Dans ces régions, la Suisse s'engage, par le biais du dialogue politique et du soutien technique, pour faire émerger de nouvelles méthodes et règles qui favorisent des solutions consensuelles sur le thème eau et sécurité. La promotion de la paix et une gestion durable des réserves en d'eau y sont étroitement associées. L'objectif est de favoriser, dans une perspective de complémentarité, le dialogue entre les acteurs politiques, économiques et du secteur de l'eau afin de trouver des solutions aux conflits liés à la gestion de l'eau. Ce dialogue est alimenté par des données concrètes issues de la mise en œuvre de projets techniques, comme par exemple l'échange de données hydrométéorologiques.

En Asie centrale, la gestion intégrée et durable des ressources en eau est une clé pour le développement, la paix et la sécurité de la région. Suite à la demande des cinq pays de la région, la Suisse a lancé une initiative hydro-diplomatique en nommant un envoyé spécial pour l'eau. Suite aux consultations menées par l'envoyé spécial au printemps 2014 et à la visite du Président Burkharter en Asie centrale en novembre 2014, une conférence a eu lieu à Bâle à la fin novembre 2014. La conférence a permis de dresser une liste de recommandations portant sur une gestion transfrontalière et durable des ressources en eau.

Sur cette base et au vu de l'intérêt manifesté de poursuivre cette initiative, l'envoyé spécial poursuit ses consultations avec l'objectif, à moyen terme, d'inciter les pays concernés à coopérer dans l'établissement de programmes conjoints de gestion des ressources hydriques.

#### **4.2. Engagement sur le plan multilatéral**

*La Suisse s'est engagée et s'engage activement en faveur d'un objectif spécifique pour garantir l'accès de tous à l'eau et l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau dans l'agenda 2030 pour le développement durable<sup>6</sup>.*

Ses efforts ont permis d'influencer de manière efficace les négociations et de positionner l'eau en première ligne des priorités dans l'agenda global.

---

<sup>5</sup> Strategic Foresight Group, *Water Cooperation for a Secure World, Focus on the Middle East*, 2013, pp.2-3.

<sup>6</sup> <https://sustainabledevelopment.un.org/focussdgs.html>

La Suisse défend la position selon laquelle le nouvel agenda est l'occasion d'avoir un examen politique sur le thème de l'eau. Elle considère que l'agenda 2030 pour le développement durable est un agenda global et que les mécanismes de suivi et de révision doivent par conséquent également être globaux. Cela permettra d'assurer les liens entre les objectifs liés à l'eau.

*La Suisse promeut le développement de meilleures pratiques et de nouveaux standards internationaux*

Elle s'engage de manière très active depuis plusieurs années en faveur du renforcement de l'agenda global de l'eau, et de ses instruments de mise en œuvre. Elle soutient par exemple le monitoring et l'analyse sur le plan mondial des progrès de la couverture en eau et en assainissement, ainsi que celle des financements qui y sont consacrés.

Elle est également engagée dans la Task force mondiale dont le rôle est de répercuter les résultats du monitoring au plus haut niveau des décideurs - ministres de l'eau et des finances - pour accélérer l'accès pour les plus pauvres.

Dans ses opérations, la Suisse est engagée dans des initiatives modèles telles qu'un grand consortium d'ONG focalisé sur les pays les plus pauvres ou un modèle de mobilisation des financements locaux et transfert de savoir pour assurer l'accès aux services d'eau et d'assainissement aux plus pauvres dans les pays à économie émergentes.

Elle participe également en première ligne à la mise au point, sur la base de projets de terrain, de normes et de nouveaux mécanismes mondiaux innovateurs, comme « l'empreinte hydrique »<sup>7</sup> ou les paiements de prestations « écosystémiques » dans les bassins hydriques.

*La Suisse promeut une approche des questions liées à l'eau et à l'assainissement qui se base sur les droits de l'homme<sup>8</sup>*

La Suisse s'engage pour la promotion, le respect, la protection et la mise en œuvre des droits de l'homme, y compris les droits de l'homme liés à l'eau. Dans ce cadre, la Suisse s'emploie activement pour la promotion d'une approche des questions liées à l'eau qui soit centrée sur l'individu et basée sur ses droits.

La Suisse soutient par exemple le renforcement du droit à l'eau en s'engageant dans les négociations des résolutions y relatives au sein du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale de l'ONU. Par ailleurs, la Suisse a activement soutenu la création d'un poste de Rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'eau et à l'assainissement, ainsi que le renforcement de son mandat. Elle continue de soutenir financièrement son action.

Une approche des questions liées à l'eau et à l'assainissement qui se base sur les droits de l'homme permet d'intégrer des principes d'égalité, de participation, de non-discrimination et

---

<sup>7</sup> L'empreinte hydrique représente le volume total de l'eau de pluie, des eaux de surface et des eaux souterraines mobilisées pour créer les biens et services utilisés par la population, ainsi que les eaux usées déversées dans la nature suite à une telle production.

<sup>8</sup> L'eau est également protégée par les dispositions du droit international humanitaire relatives à la protection de l'environnement dans son ensemble ou des dispositions plus générales relatives à la protection de la population civile et à l'accès humanitaire.



de responsabilité et de garantir la réalisation de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous. L'approche basée sur les droits de l'homme définit également des standards qui touchent à la qualité acceptable, la disponibilité, le coût abordable, la quantité suffisante et l'accès à l'eau. Ceux-ci sont ancrés dans le droit international des droits de l'homme, mais ne sont en réalité pas respectés dans de nombreux pays. Tous les états doivent satisfaire à leurs obligations de respecter, protéger et réaliser ces droits. La Suisse promeut une meilleure inclusion de tous les acteurs pertinents, y compris l'économie privée.

En outre, une approche des questions liées à l'eau et à l'assainissement qui se base sur les droits de l'homme permet de favoriser un discours et des processus participatifs à même de rassembler toutes les parties prenantes dans des discussions basées sur les obligations légales contenues dans les conventions de droits de l'homme. Cela permet également d'aborder des thèmes de droits de l'homme connexes à la problématique de l'eau, comme par exemple la production alimentaire (droit à une nourriture suffisante), l'hygiène du milieu (droit à la santé) ou l'utilisation de l'eau à des fins économiques et la responsabilité des entreprises à cet égard.

*La Suisse s'engage sur la thématique de l'eau et la sécurité au sein des organisations régionales, et en particulier à l'OSCE*

Depuis 2013, la Suisse s'est fortement engagée pour que le thème de l'eau soit reconnu comme un élément-clé de la sécurité et de la stabilité dans la région OSCE. Durant sa présidence de l'OSCE en 2014, la Suisse a ainsi mis l'eau et la sécurité à l'agenda de plusieurs événements, comme par exemple un « Security Days », organisé avec différents partenaires internationaux sur le thème de l'hydro-diplomatie.

La Suisse a ainsi préparé le terrain pour la présidence serbe qui est parvenue à faire adopter la gouvernance de l'eau comme priorité de la dimension des affaires économiques et environnementales. Ainsi, avec l'accord des 57 Etats participants, le cycle du Forum économique et environnemental de l'OSCE est entièrement consacré à la gouvernance de l'eau en 2015. Ce Forum devrait permettre d'inscrire de manière durable et positive le thème de l'eau à l'agenda de l'OSCE.

La Suisse continuera de s'engager pour que la coopération dans le domaine de l'eau soit reconnue comme une chance et une source de paix et de sécurité par les Etats participants de l'OSCE.

*Initiative globale eau et paix: La Suisse contribue au renforcement de l'architecture globale sur la thématique eau et sécurité*

Fort de ses capacités d'innovation et de sa longue expertise, la Suisse s'est inspirée de son engagement régional dans le domaine de l'hydro-diplomatie pour développer une initiative globale eau et paix à Genève.

Cette initiative, lancée avec d'autres Etats, entend mettre sur pied une plateforme indépendante qui traite de manière globale les questions liées à l'eau, à la sécurité et à la paix.

Cette plateforme tirera partie des compétences en matière de coopération internationale et de dialogue présentes à Genève. Ces compétences sont considérées comme fondamentales pour résoudre les défis liés à l'eau, tant au niveau national que régional.

Avec 173 missions permanentes, 33 organisations internationales, 400 ONG ainsi qu'un secteur académique de pointe, le vivier de compétence présent devrait favoriser les synergies et la mise à l'échelle mondiale de l'approche innovante « Blue Peace ».

Cette plateforme est structurée sur deux niveaux, technique et politique :

- 1) Le « Pôle eau de Genève » se profile comme un pôle de réflexion, de compétence et d'influence sur la thématique eau, paix et sécurité. Il assure des fonctions de réseautage, de formation, de recherche et de think-tank, et constitue aussi bien le « moteur » de la plateforme que le garant de son fonctionnement en synergie avec les autres structures existantes. Il comporte notamment un volet technique qui vise à renforcer la fiabilité et le libre échange des données hydrologiques au niveau mondial.
- 2) Un Panel de haut niveau sur l'eau et la paix qui sera lancé en 2015 à Genève. Il sera constitué de personnalités de référence mondiales, chargées de proposer des recommandations pour renforcer le cadre mondial pour la prévention et la résolution de conflits liés à l'eau, encourager l'utilisation de l'eau comme instrument de coopération et de paix et de mettre la problématique de l'eau au centre des politiques gouvernementales partout dans le monde.

## **Conclusion**

L'eau est d'une importance cruciale dans l'environnement de sécurité actuel. Cette ressource est devenue un élément clé, non seulement pour le développement et la lutte contre la pauvreté, mais également pour la paix et la stabilité politique.

La Suisse poursuit un engagement de longue date dans le domaine de l'eau. Par cet engagement, elle souhaite également contribuer à surmonter les défis actuels en utilisant le potentiel de l'eau comme source de paix et de stabilité.

L'engagement suisse est basé sur les instruments de la « Swiss Toolbox » qu'elle met en œuvre non seulement au niveau bilatéral, mais également au niveau multilatéral.

La Suisse est également en train de développer une initiative globale eau et paix qui bénéficiera des compétences présentes au niveau de la Genève internationale.